Le GIA à l'ambassade de France à Alger

Une cassette audio découverte avec d'autres documents lors d'une opération antiterroriste dans un refuge du GIA donne la version des faits de ce dernier.

Il s'agit de ce qui à l'air d'un compte-rendu destiné à l'«émir»du GIA. Se présentant sous le nom de Khafi Kifali, chargé par le GIA de remettre aux autorités de l'ambassade de France à Alger «une cassette et des documents», l'émissaire présente sa version des faits : «J'étais accompagné depuis ici (lieu non précisé) jusqu'à Alger, jusqu'à proximité du siège de l'ambassade de France, par mon «frère» qui m'a remis la cassette et la lettre.

«A l'ambassade, je me suis présenté comme étant intéressé par une inscription pour des études en France. Après insistance, je fus admis à l'intérieur où je me suis présenté en déclarant être l'émissaire du GIA, demandant à voir l'ambassadeur.

«Après une fouille minutieuse par un gendarme, je fus reçu par un responsable qui m'a conduit à un bureau, où j'ai senti qu'il n'était pas l'ambassadeur. J'ai réaffirmé être l'envoyé du GIA avec une cassette et des documents à remettre à l'ambassadeur en personne. Ensuite, un certain Clément s'est présenté à moi, m'invitant à le suivre. J'ai exigé d'un gendarme de m'apporter mon passeport. Ils m'ont remis un badge et le consul, qui parlait arabe, m'a conduit dans un bureau. Il m'a posé des questions sur ma qualité et les motifs de ma présence.»

Il m'a demandé : «Pourquoi détestez-vous la France ?». Je lui ai répondu que c'est parce qu'elle déteste les Arabes, en ajoutant qu'elle est la première à avoir débuté les hostilités, avec soutien aux taghouts en armes et en finances.

Ensuite, le nommé Clément a tenté de me subtiliser la lettre. Je l'ai repoussé et fait semblant de quitter les lieux. Les Français avaient peur et c'était visible sur leur visage. Tous les employés avaient cessé leurs activités. Je leur ai présenté la cassette et le message en précisant que j'étais l'envoyé d'Abou Abderrahmane Amine, l'émir national du GIA. J'ai commencé à lire le message et le fonctionnaire prenait note tout en traduisant. J'ai insisté pour qu'il écrive «Au nom de Dieu» en arabe. Il a refusé et je lui ai enlevé alors le stylo pour l'écrire moi-même. Arrivé à un verset coranique, je lui ai interdit sa traduction, en lui demandant d'écrire simplement «sourate El-Maïda n°1». «Je leur ai dit que s'il m'arrivait quoi que ce soit, nous ferions des ravages ici et en France et que nous étions en mesure de les détruire. Ils m'ont assuré ne rien craindre. Je leur ai exigé de m'apporter un poste cassette pour leur faire entendre les déclarations des sept moines détenus. A ce moment, ils se sont mis à se regarder.

Le fonctionnaire cité m'a questionné sur notre objectif, je lui ai répondu que nous visons l'instauration d'un Califat sur toute la terre, que nous sommes en mesure de les détruire ici en Algérie et en France et que nous sommes des soldats de Dieu, prêts à mourir pour cette cause. Il m'a demandé comment j'allais sortir. Je lui ai répondu : de la même manière que je suis entré, je n'ai peur de rien et que Dieu nous protège. Il a demandé mon âge. J'ai répondu que j'avais 23 ans et que j'étais un simple djoundi (soldat). Il m'a dit que j'étais jeune. Je lui ai répondu que l'âge n'avait rien à voir et que nous tuons les policiers, les gendarmes et les militaires et nous égorgeons les mouchards.

Entre chaque discussion, je citais des versets coraniques. Il m'a proposé de manger. J'ai répondu que je faisais carême. Puis il m'a laissé environ dix minutes.

Je lui ai demandé s'il allait transmettre la lettre à Chirac. Il m'a répondu qu'elle n'allait pas tarder à lui parvenir. Je lui ai déclaré que j'attendrai la réponse. Il m'a répondu qu'elle ne parviendra pas avant 24 heures. Je lui ai fait savoir que je ne quitterai pas l'ambassade avant de recevoir une réponse. Il m'a fait patienter et a quitté la salle. L'un de ses assistants m'a posé une question sur le mariage de jouissance. Je lui ai répondu que nous sommes des salafistes et que cette pratique est l'œuvre des chiites.

«Puis le fonctionnaire est revenu avec une lettre de deux pages. Je lui ai demandé comment faire pour les reconnaître, il m'a donné deux numéros de téléphone, l'un en Algérie et l'autre en France, en me précisant de demander après Clément et de me présenter sous le nom de Abdellah.

Il m'a assuré que rien n'allait être entrepris contre moi et que rien n'allait m'arriver. Il m'a fait raccompagner à bord d'une 405, accompagné de Clément et d'un conseiller. Une Renault 21 de l'ambassade suivait. Arrivé au quartier La Glacière, je leur ai demandé de s'arrêter. Et après les avoir salués, j'ai quitté la voiture et j'ai continué le reste du chemin à pied.»

M. I.

L'assassinat des moines

L'assassinat des moines par le GIA a été annoncé par la radio marocaine Médi.I, le 23 mai 1996. Un journaliste de cette station a confirmé qu'à la rédaction on a jugé risqué, faute de preuve irréfutable, d'annoncer l'exécution des sept moines sur un simple coup de téléphone du GIA. Ce n'est qu'à midi (12h GMT, 23 mai) que la radio a reçu un fax sur la base duquel elle a décidé de donner l'information avec beaucoup de précautions. Le même jour, *El-Ansar* publie le communiqué signé de Zitouni annonçant l'horrible assassinat. Les têtes des victimes, séparées des corps, ont été découvertes par les usagers de la RN 1, le 30 mai 1996, au bord d'un champ agricole exploité en association par deux agriculteurs. C'est l'associé qui, en se rendant à son travail, a été attiré par une longue file de voitures et un attroupement de plusieurs personnes non loin de la maison du propriétaire du champ. En se rendant sur place, il a fait la découverte macabre de têtes décapitées accrochées à la clôture. Il a attendu le retour de son associé qui pour aller avec lui aussitôt informer la gendarmerie de Médéa. La pratique du GIA de la décapitation des victimes dont seules les têtes sont retrouvées n'a pas commencé avec les moines de Tibhirine. Ce fut par exemple le cas d'un des premiers Patriotes, enlevé en septembre 1994 dans la région, entre Aïn Chadjera et Aïn Kercha, dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi. Il avait été décapité et sa tête sera découverte le surlendemain, accrochée à l'entrée du marché hebdomadaire de Aïn-El-Beïda, dans la même wilaya. Le reste de son corps ne sera découvert qu'en mars 2009. Il en a été de même en juillet 1995 à Soumaâ (Blida) pour un menuisier qui ne s'était pas laissé racketter. La tête sera exposée également à l'entrée du marché, le surlendemain de son enlèvement de son domicile.

C'est également le cas d'un conscrit de l'armée en octobre 1999 dont la tête sera trouvée sur le seuil du domicile parental à La Casbah (Alger). Et les exemples sont nombreux où la barbarie ne s'est pas suffise d'«exposer» uniquement les têtes mais également un bras ou une jambe, sans le reste du corps, comme le cas d'un «repenti»dans la région d'El-Milia (Jijel) en août 2002.

Le but recherché est de raviver au maximum la terreur pour faire parvenir un message qui n'a pas été entendu : un Patriote qui a pris les armes contre le terrorisme, un commerçant qui refuse de payer l'«impôt religieux», un jeune homme qui ne s'est pas plié à l'interdiction d'effectuer le service militaire, un «repenti» qui a répondu à l'«appel du pardon». Il ne fait aucun doute que pour les moines, c'était une manière de rappeler aux «étrangers» le communiqué du GIA d'octobre 1993 qui leur donnait un délai d'un mois pour quitter l'Algérie. Qu'il y ait eu entre les «services» français ou entre eux et le GIA n'importe quel prétexte que ce dernier a pris au vol pour «justifier» son abominable crime, cela ne peut être qu'un faux prétexte. La guerre qu'il avait déclarée aux étrangers devait un jour ou l'autre atteindre Tibhirine.

M. I.

La thèse du «qui-tue-qui ?»

Ali Benhadjar a été le premier, dès le 4 avril 1996, soit une semaine après l'enlèvement des moines, à diffuser un communiqué pour le dénoncer. Il est également le premier à avoir fait allusion, dans le même document, à «une impression de complicité entre les auteurs de cette opération et les services de renseignements».

Cherchant à dégager sa responsabilité du malheur qui frappait les moines, il venait en fait de signer l'acte de naissance du criminel feuilleton du «qui-tue-qui ?» où allaient s'engouffrer les félons de tous bords et les intégristes les plus fanatiques, relayés par des médias et des groupes de pression à l'étranger. Tout l'«argumentaire» de ces milieux repose sur deux points : d'une part semer le doute sur l'authenticité des communiqués du GIA pour en rendre responsables les forces de sécurité et d'autre part multiplier les «témoignages» pour faire de Djamel Zitouni d'une manière ou une autre un «agent» infiltré dans l'organisation terroriste.

Concernant le premier argument, il existe au moins deux auteurs aux préoccupations totalement opposées, de deux bords à l'antipode l'un de l'autre, mais qui sont arrivés à la même conclusion, mettant sérieusement en doute la thèses des «faux communiqués». Surtout ceux qui paraissaient dans *El-Ansar* à Londres.

Le premier est le Belge Alain Grignard, spécialiste du terrorisme et en même temps policier. Dans une étude (disponible sur Internet) consacrée à la «littérature» du GIA, il écrit : «Il fallut également vérifier dans quelle mesure ces communiqués pouvaient être considérés comme authentiques, c'est-à-dire émanant bien des instances signataires.» Et après avoir expliqué comment il a pu les vérifier, il conclut que les documents pouvaient être «considérés comme émanant vraiment du GIA». Le deuxième est le Syrien Omar Abdelhakim dit Abou Mos'âb Es-Souri, l'un des idéologues du GIA qui, à partir de Londres, écrit dans son livre «Témoignage sur» (son) expérience avec le djihad en Algérie (disponible sur Internet) : «J'ai commencé à enquêter sur le parcours du GIA depuis l'arrivée de Djamel Zitouni. J'ai analysé tous les communiqués diffusés durant sa période et comment ils parvenaient à *El-Ansar*. J'ai bénéficié d'informations que m'ont réunies les frères du groupe de Mohamed Saïd (entendre les djaz'aristes, ndlr) […] Tout ce dont je disposais comme éléments étaient des extrapolations et non des preuves palpables.» Reste maintenant la thèse qui voudrait faire de Djamel Zitouni un «agent» et qui a été surtout développée par des militaires félons déserteurs. Pour autant qu'ils aient concentré leurs efforts pour la faire valoir, ils ne sont jamais parvenus à accorder leurs violons et parler d'une même voix, comme s'ils ne parlaient pas du même Djamel Zitouni.

Ainsi, dans l'émission «90 minutes», en novembre 2002, celui présenté sous le nom de capitaine Hocine Ouguenoune affirme que «Djamel Zitouni a été recruté dans un camp au Sahara, où les islamistes avaient été envoyés. Il a été surpris dans des conditions très gênantes, relevant de mœurs homosexuelles. Le chef de la sécurité du centre lui a dit : soit tu travailles avec nous, soit on te balance au niveau du camp de concentration.» Un autre officier, s'affichant sous le nom de colonel Ali, qualifie Zitouni, dans cette même émission, d'«islamiste convaincu». Un autre «déserteur exilé», Abdelkader Tigha, n'a pas été de cet avis, dans une interview à RFI et ensuite à *Libération*. Il est convaincu puisqu'il y était : «Il faut savoir que les GIA en Algérie, entre 1994 et 1996, étaient totalement entre les mains de la Sécurité militaire. Il y avait une manipulation sophistiquée de l'émir du GIA Djamel Zitouni, et cette manipulation est allée trop loin. […]

A l'époque, j'étais en fonction au CTRI de Blida, et c'est là que Zitouni a été approché et recruté […]». A les suivre, le quidam ne sait plus si Zitouni a été un «homosexuel» ou un islamiste convaincu» et s'il a été «recruté au Sahara en 1992» ou à Blida «entre 1994 et 1996». Comme s'il voulait renvoyer tout ce beau monde dos à dos, cet autre déserteur, le capitaine Haroun, nom qu'il donne au journal *Confluence Méditerranée*, est plutôt réservé. Il ne parle pas de «recrutement» de Zitouni mais souligne que «son bras droit», présenté sous le nom de lieutenant Mustapha, était un «lieutenant des services de renseignements». Ali Benhadjar le dément dans *El-Hayat* en 2004: «Lorsqu'on parle de Zitouni, on sait qu'il est connu et que ce n'est pas l'homme des services de renseignements».

M. I.